Espagne : appel pour la défense de la dignité des peuples

Le 20-10-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Octobre 2016
Appel d'organisations espagnoles : Face à la soumission du gouvernement et des représentants politiques qui négocient et préparent de nouvelles coupes budgétaires ainsi que des dépenses publiques, conformément à l'objectif de déficit pour 2017 voulu par l'Eurogroupe et la Commission européenne et au silence de ceux qui laissent faire, les soussignés se tournent vers les citoyens, les organisations politiques, civiques et sociales pour :

1. Défendre la souveraineté et la dignité des citoyens et des peuples de l'Etat espagnol contre la pression brutale de la Commission européenne qui menace de geler les fonds structurels envoyés chaque année à l'Etat espagnol (qui se traduirait par une perte de plus de 1.100 millions d'euros) si celui-ci ne réduit pas ses dépenses de 15 000 millions d'euros pour atteindre l'objectif de 3,1% de déficit public imposé en 2017 (2,2% en 2018). Ce plan doit être présenté par le gouvernement intérimaire à Bruxelles avant le 15 octobre.

2. Rejeter le traitement arbitraire et inégal des institutions de l'UE envers les Etats de l'Union européenne. Il est intolérable que dans le passé, les pénalités pour non-respect des critères de Maastricht et du «Pacte de stabilité», n'aient pas été demandées aux Etats comme la France et l'Allemagne. En effet, ceux-ci ont enfreint ces critères de manière répétée (11 fois par la France et 5 fois par l'Allemagne) tandis que la Grèce y a été soumise et a été punie par les mesures du dernier mémorandum provoquant une immense souffrance sociale, la faillite de l'Etat et empêchant une sortie effective de la crise économique. Nous nous opposons fermement à de nouvelles punitions arbitraires pour les citoyens et les peuples d'Espagne et du Portugal, comme pour ceux du reste de l'UE.

3. Se rebeller contre les politiques d'ajustement et d'austérité, imposées par les institutions de l'Union européenne, bien qu'elle ait provoqué une catastrophe sociale, l'augmentation de l'injustice et de l'inégalité, la stagnation et le risque de crises économiques plus profonds. Ces politiques aggravent la crise politique qui se généralise, avec la délégitimation croissante des institutions représentatives et des gouvernement des Etats de l'Union européenne et l'euroscepticisme croissant au projet de l'Union européenne.

Quand ceux qui détiennent le pouvoir dans l'UE ne veulent pas entendre la protestation et

l'indignation des citoyens, sous-estiment les conséquences de la décision des citoyens britanniques de quitter l'UE, restent insensibles aux critiques et mises en cause de leurs politiques économiques néolibérales qu'expriment un nombre croissant d'économistes de renommée internationale, y compris les avis des institutions telles que le FMI, les peuples des Etats de l'Union européenne doivent dire stop et prendre exemple sur le Royaume-Uni en brisant les chaînes qui nous condamnent à un avenir sans espoir.

C'est pourquoi nous appelons les citoyens, les travailleurs, les organisations sociales, civiques et politiques de l'ensemble des peuples de l'État espagnol à lutter contre le « diktat » insultant, irrationnel et injuste de l'Eurogroupe et de la Commission européenne, à se mobiliser pour faire pression sur le gouvernement intérimaire pour qu'il ne procède pas servilement aux coupes budgétaires et aux réductions des dépenses publiques imposées, à interpeller les parlementaires pour qu'ils ne légitiment pas par leur participation et leur signature, les accords qui trahissent les intérêts et la souveraineté des peuples de l'état espagnol. Il est temps de dire assez ! à l'injustice, à l'arbitraire et la trahison de la souveraineté populaire.

Défendons notre dignité en rompant avec les traités qui nous asservissent, en abrogeant l'art 135 de la Constitution espagnole, et progressons vers le rétablissement de la souveraineté populaire.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire